



Collectif Indépendant
de Médiateurs Expérimentés

Ocean Indien

OBJET :

Promouvoir les Médiateurs Indépendants professionnels à La Réunion.

OBJECTIFS :

Rassembler les Médiateurs indépendants professionnels de La Réunion au sein d'un collectif garantissant l'indépendance, l'impartialité, la neutralité et l'efficacité de la profession.

Sincérité, solidarité et réactivité sont les engagements pris par chacun des membres. Promouvoir la médiation auprès des acteurs économiques et institutionnels de La Réunion, notamment auprès des TPME, PME et des professions réglementées (Conférences, ateliers de sensibilisation et d'initiation...).

CONSTITUTION : Les dix membres fondateurs sont :

- Audrey Bouvier
- Françoise de Boyer-Roze
- Aude Cazal
- Caroline Chane Meng Hime
- Michel Desmot
- Marie-Denise Lallemand
- Romain Lefebvre
- Fabienne De Masquard
- Françoise Nogues
- Stéphanie Saint Bertin

L'ensemble de ces membres se sont réunis le 17/02/2023 pour arrêter la charte déontologique du collectif ainsi que ses modes de fonctionnement.

CHARTÉ DÉONTOLOGIQUE

Les signataires du collectif CIME se placent dans la mouvance européenne, au sens de la Directive 2008/52 du 21 mai 2008.

Ils se réfèrent au « Code de conduite européen pour les médiateurs » de 2004.

Ce texte, ancien et perfectible, n'inclut pas les avancées actuelles de la pratique de la médiation.

En conséquence, le présent code, constitué des références éthiques de la pratique de la médiation en France, est la contribution des signataires à l'amélioration du Code de conduite européen pour les médiateurs.

PRÉAMBULE

Définition :

La médiation, qu'elle soit judiciaire ou conventionnelle, est un processus structuré reposant sur la responsabilité et l'autonomie des participants qui, volontairement, avec l'aide d'un tiers neutre, impartial, indépendant et sans pouvoir décisionnel ou consultatif, favorise par des entretiens confidentiels, l'établissement et/ou le rétablissement des liens, la prévention, le règlement des conflits.

Les personnes physiques, signataires du présent code de déontologie, affirment leur attachement aux droits de l'Homme et aux valeurs universelles que sont la liberté, l'indépendance, la neutralité, l'impartialité, la confidentialité et la responsabilité.

L'Ethique s'entend comme la réflexion du médiateur sur sa pratique et ses actes par rapport à ces valeurs.

La Déontologie fixe l'ensemble des règles et obligations dans les relations entre les professionnels, entre les professionnels et les personnes sollicitant leurs services et entre les professionnels et les institutions.

Le recours à la médiation peut intervenir dans le cadre :

- Conventionnel, à la demande d'une ou plusieurs personnes concernées, agissant individuellement ou conjointement,
- D'une procédure judiciaire, à la demande du magistrat, des avocats ou des personnes concernées.
- La médiation est confiée à une personne physique : le Médiateur.

Outre le préambule ci-dessus, le présent code se compose de trois parties :

- Les règles garantes de la qualité de médiateur,
- Les règles garantes du processus et des modalités de la médiation,
- Les responsabilités du médiateur et les sanctions éventuellement encourues.

1- Les règles garantes de la qualité du médiateur :

Le Médiateur agit dans le cadre de la loi et les respect des personnes. Il doit maintenir sa position de tiers et vérifier, en permanence, que les conditions éthiques et déontologiques sont respectées tout au long de la médiation.

1-1. La formation :

Le Médiateur doit avoir suivi et posséder la qualification spécifique à la médiation, en fonction notamment des normes ou critères d'accréditation en vigueur.

Le Médiateur, outre la participation à des séances d'analyse de la pratique, actualise et perfectionne ses connaissances théoriques et pratiques par la formation continue, sa participation à des ateliers, symposiums, colloques, ateliers professionnels.

1-2- La posture de médiateur :

Le Médiateur est un Tiers. Il doit respecter les exigences suivantes :

1-2-1 L'indépendance :

Le Médiateur doit être détaché de toute pression intérieure et/ou extérieure à la médiation y compris lorsqu'il se trouve dans une relation de subordination et/ou institutionnelle.

Pour se faire, Le Médiateur, s'engage à refuser, suspendre ou interrompre la médiation chaque fois que les conditions de cette indépendance ne sont pas réunies.

1-2-2 La neutralité :

Le Médiateur accompagne le projet des personnes, sans avoir lui-même de projet pour, ou à la place des personnes.

Pour se faire, le Médiateur s'engage à un travail sur lui-même et ses pratiques.

1-2-3 L'impartialité :

Le Médiateur s'oblige à ne pas prendre parti ni privilégier l'une ou l'autre des parties. Il s'interdit d'accepter une médiation avec des personnes avec lesquelles il a des liens d'ordre privé, professionnel, économique, de conseil ou autre.

Le Médiateur s'interdit d'avoir un intérêt financier direct ou indirect dans l'issue de la médiation.

Il doit refuser la mission si l'un des membres de son équipe agit et/ou agit en qualité autre pour l'une des personnes concernées par la médiation.

1-2-4 La loyauté :

Le Médiateur s'interdit par éthique de remplir des fonctions de représentant ou de conseil de l'un et/ou l'autre des participants au processus de médiation.

Il ne peut d'avantage être arbitre.

Le Médiateur pourra orienter ou réorienter les personnes si la demande n'est pas ou plus du champ de la médiation.

2- Les règles garantes du processus et des modalités de la médiation

2-1-1 La confidentialité :

Le Médiateur ne divulgue ni ne transmet à quiconque le contenu des entretiens et toute information recueillie dans le cadre de la médiation, sauf obligation légale et risque de non-respect de l'ordre public. Le Médiateur ne peut pas notamment pas faire état devant les instances judiciaires des éléments dont il a eu connaissance lors de son intervention.

2-1-2 Le consentement :

Le Médiateur doit veiller à ce que le consentement des personnes soit libre et éclairé. Il refusera toute mission ou le consentement peut être altéré. Il s'oblige à donner des informations claires et complètes sur les valeurs et principes de la médiation ainsi que sur les modalités pratiques de celle-ci. Il doit vérifier que les informations données ont bien été comprises.

2-2 Règles garantes des modalités de la médiation :

2-2-1 L'information :

Le Médiateur délivre aux personnes, préalablement à l'engagement de médiation, une information présentant la médiation et ses modalités d'une façon complète, claire et précise.

2-2-2 La convention de consentement à la médiation :

La convention de consentement à la médiation doit être préalable, écrite et obligatoire et comporte l'engagement au respect du présent code.

Cette convention pourra comprendre les éléments qui participent à l'organisation de la médiation :

- Déroulement du processus, durée des rencontres, lieu de la médiation, possibilités d'entretiens individuels à titre exceptionnel (cf 3-1-4 ci-après), rémunération de la médiation, liberté de prendre conseil auprès d'autres professionnels, comportement médiation (respect, écoute, non-violence...), engagement des personnes sur la confidentialité des informations dévoilées en médiation qui ne pourront notamment être utilisées dans une procédure en cours ou à venir.

2-2-3 Le déroulement de la médiation :

La médiation se déroule dans un lieu neutre.

2-2-4 La fin de la médiation :

La médiation peut se terminer par un accord écrit (protocole) ou non-écrit entre les personnes.

Un protocole est la transcription des points d'accord que les personnes ont décidé de faire apparaître. Les documents écrits sont la propriété des personnes concernées. Elles ont la possibilité de les faire homologuer par un juge.

3- Responsabilités et sanctions

Le Médiateur a, en plus des responsabilités déjà citées dans ce texte, les responsabilités suivantes :

3-1 Responsabilité du médiateur :

3-1-1 : Il n'a pas d'obligation de résultat,

3-1-2 : Il est le garant du déroulement apaisé du processus de médiation, Il informe les personnes de ce que, tout au long du processus de médiation, elles ont la possibilité de prendre conseil auprès des différents professionnels. S'il a un doute sur la faisabilité et/ou l'équité d'un accord, connaissance d'un risque d'une atteinte à l'ordre public... il invite expressément les personnes à prendre conseil auprès du professionnel compétent avant tout engagement.

3-1-4 : Il doit s'efforcer de convaincre la ou les personnes dont il aurait reçu des confidences de révéler, au cours des séances de médiation, les éléments indispensables à la progression de celle-ci.

3-1-5 : Il ne doit pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n°2 du casier judiciaire.

3-2 Sanctions :

Le Médiateur signataire du présent code s'engage à le respecter. Il reconnaît aussi avoir pris connaissance de l'Article 434-9 du code pénal.

En cas de manquement, le Médiateur s'expose à être exclu de la liste des médiateurs du collectif.